

Chocolaterie de Dijon (21)

MUNICIPALISER

Une forte délégation de salariés de la Choco et des militantes et militants de la Cgt se sont invités à la foire gastronomique de Dijon samedi 6 novembre. Ils ont exigé l'élaboration d'une solution économique et financière saine et viable, permettant la relance de l'activité chocolatière. Les potentiels productifs existent. La Cgt revendique une municipalisation de l'activité chocolatière s'inscrivant dans le développement de l'économie sociale et solidaire.

Des exigences s'imposent qui ont été disposées auprès de la municipalité de Dijon :

- Le maintien et la mise aux normes du potentiel-machine. Ce qui signifie le blocage de tout dépeçage.
- La préemption par la municipalité de l'ensemble du site, d'autant que le terrain est déjà propriété publique.
- Des financements publics dans le cadre du plan de relance et de reconquête industrielle notamment pour l'alimentation, engagement pris devant la nation par le Président de la République.
- La modernisation de l'outil de travail.
- La création immédiate de plusieurs dizaines d'emplois, avec un plan de formation professionnelle utilisant notamment les fonds des plans d'investissement compétences (PIC), de relance et de transition collective (TRANSCO)....
- Une direction opérationnelle, pour partie existante, évoquée par les représentants de la mairie lors d'une rencontre.

Les manifestants ont été clairs. « On reviendra ».



Montreuil, le 8 novembre 2021